

Communiqué de la CNT-FTE réunie en CAF à Dijon les 9, 10 et 11 octobre 2014

Dans l'Éducation nationale et les collectivités territoriales c'est la période des élections professionnelles. Les boutiques syndicales nous bombardent de prospectus publicitaires pour nous convaincre de leur donner notre bulletin de vote.

Nous sommes toujours allergiques au clientélisme et au syndicalisme de service. Pendant que certains se disputent des strapontins dans des commissions fantoches, les mauvais coups continuent de pleuvoir. Le management crétin, les contrats précaires, les obligations administratives, la chasse aux élèves étrangers, l'épuisement au travail des personnels et des enfants, les inégalités scolaires et sociales progressent.

Siéger dans les instances pour servir de « caution sociale » à ceux qui organisent le massacre ? Pour nous, c'est toujours non !

Dans le marasme social et syndical qui nous touche aussi, les élections professionnelles n'offrent aucun début de réponse. La défense des travailleuses et des travailleurs se fait directement contre la hiérarchie au quotidien, pas lors d'élections professionnelles. Le refus des procédures administratives infinies doit se pratiquer dans chaque école, chaque établissement. Nous devons réaffirmer notre capacité à nous autogérer entre travailleuses et travailleurs, et quelques fois ébranler certaines certitudes.

Les mandaté-e-s des syndicats de l'éducation réuni-e-s en CAF à Dijon font toutes et tous les mêmes constats. Les rythmes scolaires mal pensés, mal préparés, non pris en charge par l'éducation nationale épuisent tout le monde et n'apportent rien de nouveau aux enfants. Mais au-delà du constat de l'épuisement des un-e-s et des autres, nous refusons la division des personnels (animatrices-animateurs, agents de service, enseignants...). Les AVS, assistants de vie scolaire, emblématiques de la précarité et du travail sous payé cherchent à se monter en collectif de lutte.

Les programmes scolaires vont changer. Nous ne pleurerons pas les programmes Darcos mais nous savons que les « nouveaux » programmes ne résoudre pas les problèmes divers. Certes une ouverture pédagogique peut apparaître mais ils ne prennent pas en compte l'urgence sociale et la détresse des personnels, des élèves et de leurs familles. Ils ne sont pas là pour ça, ils ne seront qu'une béquille pour aider l'enseignant-e à monter sur l'estrade, pour nous, ce n'est pas la meilleure place pour travailler avec les élèves.

Les problèmes de logement, de papiers, sont toujours là. On ne les laisse pas à l'extérieur, un enfant, un travailleur sont entiers. Les contraintes doivent être combattues en même temps et par tous.

Partout où ils sont présent-e-s, les travailleuses et les travailleurs de l'éducation de la CNT qu'ils soient instits, profs, animatrices, animateurs, AED, AVS, ATSEM, étudiant-e-s, lycéen-nes... sont investi-e-s dans les combats sociaux pour faire reculer la précarité, la divisions des personnels, l'autoritarisme de la hiérarchie, la politique migratoire qui discrimine nos élèves sans-papiers et le fichage des enfants. Plus que notre carrière, ce que nous voulons faire évoluer, ce sont les rapports sociaux coopératifs et émancipateurs et les pédagogies qui les défendent.

La CNT veut une autre société et pas aménager cette société, fonder ici et maintenant autre chose.